

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger	Pays à demi-tarif 50 fr.	30 fr.
	Pays à plein tarif 60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1, fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

- Décret du 16 juillet 1935**, subordonnant à une autorisation gouvernementale préalable la création de services publics réguliers de transports aériens. (Arrêté de promulgation du 6 septembre 1935). 414
- Décret du 29 juillet 1935**, modifiant le décret du 5 août 1881 relatif aux conseils de contentieux administratif des colonies. (Arrêté de promulgation du 6 septembre 1935). 415
- Décret du 1^{er} août 1935**, complétant le décret du 27 juillet 1935 instituant dans chaque colonie, protectorat et territoire sous mandat relevant du ministère des colonies une contribution exceptionnelle sur les revenus de plus de 80.000 francs. (Arrêté de promulgation du 6 septembre 1935). 416
- Décret du 1^{er} août 1935**, portant application à toutes les collectivités publiques secondaires des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies des mesures de défense du franc. (Arrêté de promulgation du 6 septembre 1935). 416
- Décret du 4 août 1935**, modifiant le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies. (Arrêté de promulgation du 6 septembre 1935). 417
- Décret du 4 août 1935**, abrogeant le décret du 13 décembre 1932 en ce qui concerne l'application aux territoires sous mandat dépendant du département des colonies de la loi du 16 mai 1930 modifiant la loi du 31 mai 1924 sur la navigation aérienne. (Arrêté de promulgation du 6 septembre 1935). 417

- Décret du 5 août 1935**, modifiant le décret du 25 janvier 1934 portant réorganisation du personnel du cadre général des services météorologiques aux colonies. (Arrêté de promulgation du 6 septembre 1935). 418
- Décret du 8 août 1935**, accordant certains avantages aux petits rentiers frappés du prélèvement de dix pour cent. (Arrêté de promulgation du 6 septembre 1935). 419
- Distinctions honorifiques** 420
- Avis de concours de stage** à l'école nationale de la France d'outre-mer de 1936. 420

ACTES DU POUVOIR LOCAL

- Arrêté du 23 juillet 1935**, déterminant les règles de perception de la taxe sur le chiffre d'affaires et de la taxe compensatrice. 420
- Arrêté du 23 juillet 1935**, fixant le taux de la taxe sur chiffre d'affaires et de la taxe compensatrice perçue dans le territoire du Togo. 421
- Arrêté du 22 août 1935**, approuvant et rendant exécutoires certains rôles afférents à l'exercice 1935. 422
- Arrêté du 22 août 1935**, modifiant l'arrêté N° 212 du 12 avril 1927, portant organisation d'une pharmacie d'approvisionnement. 423
- Arrêté du 4 septembre 1935**, portant réorganisation des circonscriptions administratives du territoire du Togo. 423
- Arrêté du 4 septembre 1935**, portant constitution du cercle du sud. 424
- Arrêté du 4 septembre 1935**, portant constitution du cercle du centre. 424
- Arrêté du 4 septembre 1935**, portant constitution du cercle du nord. 424
- Arrêté du 10 septembre 1935**, ouvrant les bureaux de poste de Lomé, Aného et Atakpamé au service de la caisse d'épargne. 425

Actes divers concernant le personnel européen et le personnel indigène	425
Allocations	427
Campagne du maïs	428
Commissions	428
Halte (ouverture d'une)	428
Mesures sanitaires	428
Produits pharmaceutiques	428
Rapport à la S. D. N.	428
Domaines	428
Etat des mouvements de la navigation des ports de Lomé et d'Anécho pendant le mois d'août 1935	429
Bulletin météorologique du mois de juillet 1935	431
Avis aux navigateurs	433
Rectificatif au J. O. du 1^{er} septembre 1935	433

PARTIE NON OFFICIELLE

Conseil du contentieux administratif du Dahomey et du Togo (audience du 29 août 1935)	433
Caisse d'épargne	434
Banque de l'Afrique Occidentale	434
Assurance	434
Annonces	434

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Création de services publics réguliers de transports aériens

ARRETE N° 406 promulguant au Togo le décret du 16 juillet 1935 subordonnant à une autorisation gouvernementale préalable la création de services publics réguliers de transports aériens.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 juillet 1935 subordonnant à une autorisation gouvernementale préalable la création de services publics réguliers de transports aériens;

Vu la circulaire ministérielle n° 6532 du 5 août 1935;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 16 juillet 1935 subordonnant à une autorisation gouvernementale préalable la création de services publics réguliers de transports aériens.

Porto-Novo, le 6 septembre 1935.

BOURGINE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 16 juillet 1935.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

L'article 9 de la loi du 31 mai 1924, relative à la navigation aérienne, modifié par la loi du 16 mai 1930, soumet à l'autorisation préalable du gouvernement l'ouverture de lignes internationales régulières de navigation aérienne. Par contre, l'ouverture de lignes inférieures n'est pas soumise à autorisation.

Cette situation présente des inconvénients de divers ordres, dont certains intéressent directement les finan-

ces publiques et l'économie nationale au sens précis du terme.

C'est ainsi que la possibilité actuelle d'ouvrir des lignes aériennes sur le territoire national sans autorisation préalable risque d'entraîner un développement désordonné non seulement du réseau aérien, mais encore de l'ensemble des transports de toute espèce à l'intérieur de nos Territoires. Or, ce désordre est générateur de déficits que supportent en définitive soit l'Etat, soit les collectivités publiques, en raison même du caractère de service public de la plupart des entreprises de transports.

A l'heure où la coordination des transports en général s'impose au gouvernement comme l'une des tâches urgentes dont l'achèvement est exigé non seulement pour assurer l'équilibre des finances publiques, mais encore comme une condition de relèvement de l'économie nationale tout entière, il nous a paru nécessaire que les pouvoirs publics disposent, en ce qui concerne les lignes aériennes, des moyens nécessaires à la réalisation de cette coordination et par suite d'un équipement de la nation en transports adapté aux nécessités économiques et aux possibilités financières.

Tel est l'objet du présent décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre signature.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre respectueux dévouement.

*Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères,
Pierre LAVAL.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 31 mai 1924, relative à la navigation aérienne, modifiée par la loi du 16 mai 1930;

Vu la loi du 11 décembre 1932, fixant le statut de l'aviation marchande;

Vu la loi du 8 juin 1935, autorisant le gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — A partir de la publication du présent décret, aucun service public régulier de transports aériens ne pourra être créé sans l'autorisation préalable du gouvernement.

ART. 2. — Le présent décret est applicable à l'Algérie, aux colonies, aux pays de protectorat et territoires sous mandat.

ART. 3. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres avant le 1^{er} janvier 1936.

ART. 4. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, les ministres de l'air, de l'intérieur, des travaux publics et des colonies sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 16 juillet 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères,
Pierre LAVAL.*

*Le ministre de l'air,
G^l. DENAIN.*

*Le ministre de l'intérieur,
Joseph PAGANON.*

*Le ministre des travaux publics,
Laurent EYNAC.*

*Le ministre des colonies,
Louis ROLLIN.*

Conseils de contentieux administratif des colonies

ARRETE. N° 403 promulguant au Togo le décret du 29 juillet 1935 modifiant le décret du 5 août 1881 relatif aux conseils du contentieux administratif des colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 29 juillet 1935 modifiant le décret du 5 août 1881 relatif aux conseils du contentieux administratif des colonies;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 29 juillet 1935 modifiant le décret du 5 août 1881 relatif aux conseils du contentieux administratif des colonies.

Porto-Novo, le 6 septembre 1935.

BOURGINE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 29 juillet 1935.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Aux termes de l'article 4 du décret du 5 août 1881 organisant les conseils du contentieux administratif des colonies, de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, rendu applicable à toutes les colonies par décret du 7 septembre, suivant le droit d'élever les conflits d'attribution entre l'autorité administrative et l'autorité judiciaire appartient au gouverneur dans le cas et suivant les formes prévues par l'ordonnance du 1^{er} juin 1928.

L'article 8 de ce texte impartit au préfet un délai de quinze jours, à compter de l'envoi qui lui est fait du jugement rejetant son déclinatoire d'incompétence, pour déposer au greffe un arrêté de conflit.

Des termes formels de ces textes aussi bien que de la jurisprudence, il résulte :

1^o — Que le délai court, non du jour de la notification au gouverneur du jugement rendu sur la compétence, mais du jour de l'envoi de la copie de ce jugement par le ministère public, dont la date est consignée à cet effet sur un registre ad hoc;

2^o — Qu'aucune augmentation de ce délai à raison de la distance ne saurait être admise;

3^o — Que lorsqu'une affaire vient en appel sur le recours de l'une des parties, c'est le gouverneur de la colonie où la contestation a été jugée en première instance, et non le gouverneur de la colonie où siège la cour (ni le gouverneur général), qui a seul qualité pour élever le conflit.

L'application de ces règles aux gouvernements généraux crée, pour les lieutenants gouverneurs des colonies éloignées du chef-lieu de la fédération, une impossibilité matérielle d'élever le conflit en appel dans le délai de quinzaine susvisé.

Il conviendrait, pour éviter ce grave inconvénient, de modifier l'article 4 du décret du 5 août 1881 pour que, dans le cas où le lieutenant-gouverneur d'une colonie appartenant à un gouvernement général, ou le chef d'un territoire sous mandat rattaché à l'organisa-

tion judiciaire de ce groupe, ne peuvent élever le conflit que devant une cour d'appel dont le siège est situé à l'extérieur de ladite colonie ou dudit territoire, le délai précité soit porté à un mois et commence à courir du jour de la transmission au gouverneur ou au Commissaire de la République faite par le parquet le plus proche du chef-lieu de la colonie ou du territoire intéressé et dûment enregistrée, de la copie de l'arrêt qui a prononcé le rejet du déclinatoire.

Tel est l'objet du projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
LÉON BERARD.

Le ministre des colonies,
LOUIS ROLLIN.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'ordonnance du 1^{er} juin 1928 relative aux conflits d'attribution entre les tribunaux et l'autorité judiciaire;

Vu l'article 4 du décret du 5 août 1881 concernant l'organisation et la compétence des conseils du contentieux administratif dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, et réglementant la procédure à suivre devant ces conseils;

Vu le décret du 7 septembre 1881 rendant applicable à toutes les colonies le décret précité;

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 4 du décret du 5 août 1881 concernant l'organisation et la compétence des conseils du contentieux administratif aux colonies et réglementant la procédure à suivre devant ces conseils, est complété comme suit :

« Lorsqu'il y a lieu, pour le chef d'une colonie appartenant à un groupe de colonies, ou pour le chef d'un territoire sous mandat soumis à l'organisation judiciaire de ce groupe, d'élever le conflit devant une cour d'appel dont le siège est situé à l'extérieur de ladite colonie ou dudit territoire, le délai de quinzaine prévu par l'article 8 de l'ordonnance du 1^{er} juin 1928 est porté à un mois. Ce délai a pour point de départ le jour de la transmission au chef de l'administration locale ou au Commissaire de la République, faite par le procureur de la République du tribunal le plus proche du chef-lieu de la colonie ou du territoire intéressés et dûment enregistrée, de la copie de l'arrêt qui a prononcé le rejet du déclinatoire ».

ART. 2. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des colonies, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 29 juillet 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
LÉON BERARD.

Le ministre des colonies,
LOUIS ROLLIN.

**Contribution exceptionnelle sur les revenus
de plus de 80.000 frs.**

ARRETE No 399 promulguant au Togo le décret du 1^{er} août 1935 complétant le décret du 27 juillet 1935 instituant dans chaque colonie, protectorat et territoire sous mandat relevant du ministère des colonies une contribution exceptionnelle sur les revenus de plus de 80.000 francs.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 1^{er} août 1935 complétant le décret du 27 juillet 1935 instituant dans chaque colonie, protectorat et territoire sous mandat relevant du ministère des colonies une contribution exceptionnelle sur les revenus de plus de 80.000 francs;

Vu le télégramme-circulaire ministérielle n° 26 du 6 août 1935;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 1^{er} août 1935 complétant le décret du 27 juillet 1935 instituant dans chaque colonie, protectorat et territoire sous mandat relevant du ministère des colonies une contribution exceptionnelle sur les revenus de plus de 80.000 francs.

Porto-Novo, le 6 septembre 1935.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du ministre des finances et du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854, ensemble les textes qui l'ont modifié et complété, notamment la loi du 29 juin 1918;

Vu la loi du 8 juin 1935, autorisant le gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Vu le décret du 16 juillet 1935, fixant les modalités suivant lesquelles seront réglées les mesures de défense du franc dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies;

Vu le décret du 16 juillet 1935, instituant dans la métropole une contribution exceptionnelle sur les revenus de plus de 80.000 francs;

Vu le décret du 27 juillet 1935, instituant dans chaque colonie, protectorat et territoire sous mandat relevant du ministère des colonies une contribution exceptionnelle sur les revenus de plus de 80.000 francs;

Vu le décret du 26 juillet 1935, complétant le décret du 16 juillet 1935, instituant une contribution exceptionnelle sur les revenus de plus de 80.000 francs;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} du décret du 27 juillet 1935 susvisé est complété par l'alinéa ci-après :

« Pour le second semestre de l'année 1935, la contribution exceptionnelle sera calculée sur les revenus de 1934. Elle sera égale à la moitié de la contribution exceptionnelle qui serait due pour une année entière ».

ART. 2. — En ce qui concerne la contribution exceptionnelle due pour le second semestre de l'année 1935, les contribuables passibles de cette taxe auront, pour faire la déclaration prévue par l'article 13 du décret du 27 juillet 1935, un délai de deux mois à compter de la promulgation du présent décret dans la colonie, le protectorat ou le territoire sous mandat considéré.

ART. 3. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

ART. 4. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Mercy-le-Haut, le 1^{er} août 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères,*
Pierre LAVAL.

Le ministre des finances,
Marcel RÉGNIER.

Le ministre des colonies,
Louis ROLLIN.

**Application à toutes les collectivités publiques
secondaires des colonies, pays de
protectorat et territoires sous mandat des
mesures de défense du franc**

ARRETE No 400 promulguant au Togo le décret du 1^{er} août 1935 portant application à toutes les collectivités publiques secondaires des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies des mesures de défense du franc.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 1^{er} août 1935 portant application à toutes les collectivités publiques secondaires des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies des mesures de défense du franc;

Vu le télégramme-circulaire n° 26 du 6 août 1935;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 1^{er} août 1935 portant application à toutes les collectivités publiques secondaires des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies des mesures de défense du franc.

Porto-Novo, le 6 septembre 1935.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du ministre des finances et du ministre des colonies;

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Vu le décret du 16 juillet 1935 fixant les modalités suivant lesquelles seront réglées les mesures de défense du franc dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de ceux des décrets fixant les mesures de défense de la monnaie qui ont été ou seront promulgués dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, s'appliquent aux collectivités publiques secondaires, telles que provinces, circonscriptions, communes, offices et autres qui y sont rattachés et aux établissements publics, à moins de dérogation explicitement spécifiée.

Il en est de même pour les entreprises concessionnaires ou subventionnées assurant un service public qui seront portées sur la liste prévue à l'article 1^{er} du décret du 16 juillet 1935, portant prélèvement sur les dépenses publiques.

ART. 2. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

ART. 3. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française.

Fait à Mercy-le-Haut, le 1^{er} août 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères,*
Pierre LAVAL.

Le ministre des finances,
Marcel RÉGNIER.

Le ministre des colonies,
Louis ROLLIN.

Régime financier des colonies

ARRETE N° 401 promulguant au Togo le décret du 4 août 1935 modifiant le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 4 août 1935 modifiant le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 4 août 1935 modifiant le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies.

Porto-Novo, le 6 septembre 1935.

BOURGINE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Mercy-le-Haut, le 4 août 1935.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Dans les territoires relevant du département des colonies, les trésoriers-payeurs sont tenus d'enregistrer ou de faire enregistrer sur les livrets de solde des corps de troupe toutes les sommes qu'ils payent auxdits corps. Dans la métropole, cette transcription est effectuée à la diligence des titulaires des livrets.

Il nous a paru opportun d'adopter la même mesure aux colonies.

Tel est l'objet du décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

Le ministre des colonies,
Louis ROLLIN.

Le ministre des finances,
Marcel RÉGNIER.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le règlement du 14 janvier 1869, pour servir, en ce qui concerne de département de la marine et des colonies, à l'exécution du décret du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique, ensemble les divers actes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et ses modificatifs;

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre des finances;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 232 du décret du 30 décembre 1912 est abrogé et remplacé par le suivant :

Art. 232. — Les trésoriers-payeurs doivent également, sous leur responsabilité, certifier ou faire certifier par ceux qui payent en leur lieu et place, sur les livrets de paiement des officiers sans troupe, employés militaires, corps de troupe, détachements, agents ou comptables du service local, toutes les sommes qui leur sont payées à quelque titre que ce soit.

L'inscription détaillée des mandats sur les livrets de solde est effectuée par les titulaires de ces livrets ou par leurs représentants.

ART. 2. — Le présent décret est applicable aux territoires sous mandat du Togo et du Cameroun.

ART. 3. — Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Mercy-le-Haut, le 4 août 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Louis ROLLIN.

Le ministre des finances,
Marcel RÉGNIER.

Navigation aérienne

ARRETE N° 402 promulguant au Togo le décret du 4 août 1935 abrogeant le décret du 13 décembre 1932 en ce qui concerne l'application aux territoires sous mandat dépendant du département des colonies, de la loi du 16 mai 1930 modifiant la loi du 31 mai 1924 sur la navigation aérienne.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 4 août 1935 abrogeant le décret du 13 décembre 1932 en ce qui concerne l'application aux territoires sous mandat dépendant du département des colonies de la loi du 16 mai 1930 modifiant la loi du 31 mai 1924 sur la navigation aérienne;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 4 août 1935 abrogeant le décret du 13 décembre 1932 en ce qui concerne l'application aux territoires sous mandat dépendant du département des colonies de la loi du 16 mai 1930 modifiant la loi du 16 mai 1924 sur la navigation aérienne.

Porto-Novo, le 6 septembre 1935.

BOURGINE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Mercy-le-Haut, le 4 août 1935.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

La loi du 16 mai 1930 a modifié l'article 9 de la loi du 31 mai 1924 sur la navigation aérienne dont elle a remplacé le texte par le suivant :

« L'établissement des voies internationales de navigation aérienne et l'exploitation de lignes internationales régulières de navigation aérienne seront subordonnées à l'autorisation préalable du gouvernement ».

« Le transport commercial des personnes et des marchandises entre deux points du territoire français et entre la France et les colonies françaises est réservé aux aéronefs français, sous réserve des dérogations spéciales et temporaires qui pourront être accordées par décret ».

Par décret du 13 décembre 1932, les dispositions de l'article unique de la loi du 16 mai 1930 ont été rendues applicables aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du département des colonies.

Aucune ligne aérienne ne dessert encore le Togo et le Cameroun.

Par ailleurs, après nouvel examen de la question, il est apparu que l'application dudit décret aux territoires sous mandat précités risquait de porter atteinte au principe de l'égalité économique base du régime mandataire et de faire considérer la France comme ne tenant pas compte des charges internationales que lui impose l'octroi du mandat.

Il nous apparaît donc indispensable d'abroger par un décret celui du 13 décembre 1932 en ce qu'il concerne les territoires sous mandat relevant du département des colonies.

Si vous voulez bien approuver les termes de ce décret d'abrogation, nous vous serions très reconnaissants de le revêtir de votre signature.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre de l'air,
Général DENAIN.

Le ministre des colonies,
LOUIS ROLLIN.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la convention internationale du 13 octobre 1919;

Vu la loi du 31 mai 1924 sur la navigation aérienne;

Vu le décret du 27 février 1926, rendant applicable à l'Afrique occidentale française les dispositions de la loi du 31 mai 1924;

Vu le décret du 14 février 1930, modifiant l'article 1^{er} du décret susvisé;

Vu le décret du 11 mai 1928, rendant applicables aux colonies autres que l'Afrique occidentale française les dispositions de la loi du 31 mai 1924 sur la navigation aérienne;

Vu la loi du 16 mai 1930, modifiant l'article 9 de la loi du 31 mai 1924;

Vu le décret du 13 décembre 1932, rendant la loi du 16 mai 1930 applicable aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du département des colonies;

Sur le rapport des ministres de l'air et des colonies;

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Le décret du 13 décembre 1932, rendant les dispositions de l'article unique de la loi du 16 mai 1930 applicables aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du département des colonies, est abrogé en ce qu'il concerne lesdits territoires sous mandat.

Fait à Mercy-le-Haut, le 4 août 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre de l'air,
G^l. DENAIN.

Le ministre des colonies,
LOUIS ROLLIN.

Personnel du cadre général des services

ARRETE N° 404 promulguant au Togo le décret du 5 août 1935 modifiant le décret du 25 janvier 1934 portant réorganisation du personnel du cadre général des services météorologiques aux colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 5 août 1935 modifiant le décret du 25 janvier 1934 portant réorganisation du personnel du cadre général des services météorologiques aux colonies;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 5 août 1935 modifiant le décret du 25 janvier 1934 portant réorganisation du personnel du cadre général des services météorologiques aux colonies.

Porto-Novo, le 6 septembre 1935.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 29 avril 1929, portant création d'un service météorologique colonial;

Vu le décret du 9 mai 1929, portant organisation du personnel du cadre général du service météorologique aux colonies, modifié par les décrets du 7 février et 19 avril 1930, 3 mars 1931, 25 mai et 19 septembre 1932, 25 janvier 1934;

Sur la proposition du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} du décret du 25 janvier 1934 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

Art. 1^{er}. — Le second alinéa de l'article 7 du décret du 9 mai 1929 est remplacé par les dispositions ci-après :

« Pour pouvoir prendre part à ce concours, les candidats doivent, soit produire le diplôme d'ingénieur-géophysicien, ou le certificat d'études supérieures de physique du globe, ou trois certificats d'études supérieures délivrés par une faculté des sciences, soit appartenir à l'une des catégories suivantes :

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au jour-

nal officiel de la République française et aux journaux officiels des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Mercy-le-Haut, le 5 août 1935.
ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :
Le ministre des colonies,
Louis ROLLIN.

**Avantages accordés aux petits rentiers frappés
du prélèvement de 10%**

ARRETE N° 405 promulguant au Togo le décret du 8 août 1935 accordant certains avantages aux petits rentiers frappés du prélèvement de 10 pour 100.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 8 août 1935 accordant certains avantages aux petits rentiers frappés du prélèvement de 10 p.100;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 8 août 1935 accordant certains avantages aux petits rentiers frappés du prélèvement de 10 pour 100.

Porto-Novo, le 6 septembre 1935.
BOURGINE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 8 août 1935:

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Lors de l'élaboration des décrets-lois publiés le 17 juillet, le conseil des ministres avait été unanime à considérer que, par analogie avec les mesures prises en faveur des petits fonctionnaires, des allègements devaient être prévus en faveur des petits rentiers âgés frappés du prélèvement de 10 pour 100.

Le présent décret a pour objet de réaliser la promesse faite à cet égard par le gouvernement.

Il prévoit que les porteurs âgés de plus de soixante-cinq ans et disposant d'un ensemble de revenus inférieur à 10.000 francs pourront obtenir le remboursement du prélèvement de 10 pour 100 opéré sur le produit des titres en leur possession à la date du 17 juillet 1935.

Il y a lieu de noter que l'allègement dont il s'agit ne s'appliquera pas seulement aux porteurs actuellement âgés de soixante-cinq ans et que pourront également y prétendre ceux qui, ultérieurement, atteindront cet âge.

Pour éviter les abus qui pourraient résulter de cette faculté, il a été nécessaire de stipuler que seuls pourraient bénéficier de l'allègement les titres dont les porteurs auront demandé la mise sous la forme nominative dans un délai de six mois à dater de la publication du présent décret.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'expression de notre profond respect.

Le ministre des finances,
Marcel RÉGNIER.

*Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères,*
Pierre LAVAL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Léon BERARD.

Le ministre de l'intérieur,
Joseph PAGANON.

Le ministre de la guerre,
Jean FABRY.

Le ministre de la marine,
François PIÉTRI.

Le ministre de l'air,
G. DENAIN.

Le ministre de l'éducation nationale,
Mario ROUSTAN.

Le ministre des travaux publics,
Laurent-EYNAC.

Le ministre du commerce et de l'industrie,
Georges BONNET.

Le ministre de l'agriculture,
Pierre CATHALA.

Le ministre des colonies,
Louis ROLLIN.

Le ministre du travail,
L. O. FROSSARD.

Le ministre des pensions,
Henri MAUPOIL.

Le ministre des postes, télégraphes et téléphones,
Georges MANDEL.

*Le ministre de la santé publique,
et de l'éducation physique,*
Ernest LAFONT.

Le ministre de la marine marchande,
William BERTRAND.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du ministre des finances, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'intérieur, du ministre de la guerre, du ministre de la marine, du ministre de l'air, du ministre de l'éducation nationale, du ministre des travaux publics, du ministre du commerce et de l'industrie, du ministre de l'agriculture, du ministre des colonies, du ministre du travail, du ministre des pensions, du ministre des postes, télégraphes et téléphones, du ministre de la santé publique et de l'éducation physique et du ministre de la marine marchande;

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les porteurs français de fonds d'Etat dont les produits tombent sous le coup des dispositions des articles 1^{er} et 3 du décret du 16 juillet 1935, instituant un prélèvement de 10 pour 100 sur les dépenses publiques, peuvent obtenir le remboursement partiel de ce prélèvement dans les conditions ci-après indiquées, sous réserve qu'ils justifient :

1^o — Qu'ils avaient soixante-cinq ans ou plus au moment où ils ont touché les produits desdits titres, qu'ils résident habituellement en France, en Algérie, aux colonies, dans un pays de protectorat ou dans un territoire sous mandat;

2^o — Que l'ensemble de leurs revenus est inférieur à 10.000 francs;

3^o — Que les titres en cause leur appartenaient le 17 juillet 1935, et que, dans le cas où ces titres étaient au porteur, ils ont fait l'objet d'une demande régulière de mise au nominatif dans le délai de six mois, à dater de la publication du présent décret.

ART. 2. — Le remboursement prévu à l'article précédent s'élèvera à 50 pour 100 du prélèvement opéré. Il sera porté à 70 pour 100 dudit prélèvement lorsque le porteur justifiera que l'ensemble de ses revenus est inférieur à 8.000 francs.

ART. 3. — Ce remboursement ne pourra être demandé que pendant le semestre qui suivra celui de la perception des produits frappés du prélèvement.

ART. 4. — Toute déclaration inexacte sera punie d'une amende égale au quintuple des taxes dont le remboursement a été indûment obtenu, sans que cette amende puisse être inférieure à 500 francs.

ART. 5. — Les modalités d'application du présent décret seront fixées par décret contresigné du ministre des finances.

ART. 6. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

ART. 7. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le ministre des finances et tous les ministres intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel.

Fait à Paris, le 8 août 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères,
Pierre LAVAL.*

*Le ministre des finances,
Marcel RÉGNIER.*

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,
LÉON BERARD.*

*Le ministre de l'intérieur,
Joseph PAGANON.*

*Le ministre de la guerre,
Jean FABRY.*

*Le ministre de la marine,
François PIÉTRI.*

*Le ministre de l'air,
G. DENAIN.*

*Le ministre de l'éducation nationale,
Mario ROUSTAN.*

*Le ministre des travaux publics,
Laurent-EYNAC.*

*Le ministre du commerce et de l'industrie,
Georges BONNET.*

*Le ministre de l'agriculture,
Pierre CATHALA.*

*Le ministre des colonies,
Louis ROLLIN.*

*Le ministre du travail,
L. O. FROSSARD.*

*Le ministre des pensions,
Henri MAUPOIL.*

*Le ministre des postes, télégraphes et téléphones,
Georges MANDEL.*

*Le ministre de la santé publique
et de l'éducation physique,
Ernest LAFONT.*

*Le ministre de la marine marchande,
William BERTRAND.*

DISTINCTIONS HONORIFIQUES

Palmes académiques

Par arrêté du ministre de l'éducation nationale en date du 16 février 1935 ont été nommés officiers d'académie :

M.M. LEROLLE, administrateur des colonies,
THEBAULT, procureur de la République près
le tribunal de 1^{re} instance de Lomé,
VITTINI, avocat-défenseur à Lomé,
R.P. RIEBSTEIN, de la mission catholique à Lomé.

Mérite agricole

Par arrêté du ministre de l'agriculture en date du 3 août 1935, ont été nommés :

Au grade d'officier :

M. QUASIDJE JACKSON DOE, planteur à Bodo-Achlo.

Au grade de chevalier :

M.M. GOUJON, administrateur des colonies,
ISSAKA GBETE, chef de canton,
SMARTH LASSEY, chef de village,
TIAGODEMOU, chef supérieur des Cotocolis,
TONYEVADI, jardinier.

Avis de concours de stage à l'école nationale de la France d'outre-mer de 1936

Le concours prévu par le décret du 10 juillet 1920, modifié par le décret du 20 février 1934, concernant l'admission au stage de l'école nationale de la France d'outre-mer des adjoints des services civils et des commis principaux des secrétariats généraux, aura lieu les 1^{er} et 2 avril 1936.

Le nombre de places mises au concours a été fixé à dix-neuf.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Règle de perception de la taxe sur le chiffre d'affaires et de la taxe compensatrice

ARRETE N° 336 déterminant les règles de perception de la taxe sur le chiffre d'affaires et de la taxe compensatrice.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 106 du 21 février 1931 déterminant le taux et les règles de perception de la taxe sur le chiffre d'affaires et instituant une taxe compensatrice;

Vu l'arrêté n° 232 du 2 mai 1932, modifiant le taux de la taxe sur le chiffre d'affaires à l'exportation;

Vu les arrêtés n° 118 du 22 février 1933 et n° 192 du 24 mars 1933 suspendant provisoirement la perception de la taxe sur le chiffre d'affaires à l'exportation du coton, du kapok, du maïs, du manioc, de la farine de manioc et du tapioca;

Vu l'arrêté n° 559 du 4 octobre 1933 exemptant de la taxe compensatrice les fournitures importées par le gouvernement au titre des prestations en nature;

Vu l'arrêté n° 756 du 15 décembre 1933 modifiant le taux de la taxe sur chiffre d'affaires perçue à l'exportation sur les fruits et graines oléagineux, les matières grasses et leurs dérivés;

Vu la convention intervenue à Anécho le 5 novembre 1931 entre le lieutenant-gouverneur du Dahomey et le Commissaire de la République au Togo;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans le territoire du Togo les patentés sont assujettis à la taxe sur le chiffre d'affaires sur la base et dans les conditions déterminées ci-après :

1^o — Sur le chiffre d'affaires représenté par la valeur des importations et des exportations effectuées pendant l'année, pour les patentés faisant acte d'importation et d'exportation continue ou accidentelle;

2° — Sur le chiffre d'affaires annuel représenté par le montant des ventes; quand celui-ci atteint ou dépasse soixante quinze mille francs (75.000 frs.) pour les patentés ne faisant ni l'importation, ni l'exportation;

3° — Sur le montant des commissions, remises, salaires, intérêts, escomptes, agios et autres produits définitivement acquis par les établissements de crédits.

ART. 2. — Des arrêtés du Commissaire de la République fixeront la liste des objets marchandises ou produits qui pourront bénéficier d'une exemption de la dite taxe à l'importation ou l'exportation.

ART. 3. — Les particuliers, sociétés, groupements, etc. non assujettis à la patente ainsi que les divers services relevant de l'administration du Territoire seront soumis à une taxe compensatrice, perçue suivant les mêmes modalités que la taxe sur le chiffre d'affaires, pour les marchandises, denrées, fournitures ou objets mis à la consommation ou versés par eux sur le marché intérieur.

LIQUIDATION DES TAXES

ART. 4. — Les assujettis patentés importateurs et exportateurs sont tenus de remettre au service des douanes, service liquidateur, même dans le cas d'exonération; sur une formule spéciale qu'ils se procurent à leurs frais, une déclaration en double exemplaire des produits et marchandises importés et exportés. Cette déclaration datée et signée est produite et enregistrée en même temps que la déclaration de douane correspondante. Elle porte obligatoirement toutes les indications nécessaires à la liquidation des droits.

Lorsque la facture doit servir de base de liquidation, elle devra toujours être présentée à l'appui de la déclaration.

Les transitaires et intermédiaires de commerce sont assujettis au lieu et place de leurs commettants à la taxe sur le chiffre d'affaires.

La taxe est établie sur les envois déclarés à la douane pour la consommation, c'est-à-dire versés sur le marché intérieur, soit à l'arrivée directe du dehors, soit à la sortie d'entrepôt ou de dépôt, soit en suite de transit, d'admission temporaire normale ou de transbordement.

ART. 5. — A l'importation, la valeur soumise à la taxe sur le chiffre d'affaires ou la taxe compensatrice est la valeur locale portée au tableau des mercuriales officielles. Les produits non repris au tableau des mercuriales sont soumis aux taxes d'après la valeur de facture d'origine majorée de 25%.

ART. 6. — A l'exportation la valeur soumise à la taxe sur le chiffre d'affaires est la valeur portée au tableau des mercuriales officielles ou à défaut la valeur FOB à Lomé à la date d'enregistrement de la déclaration sous déduction des droits de douanes et de la taxe sur le chiffre d'affaires.

ART. 7. — En ce qui concerne les patentés ne faisant ni l'exportation, ni l'importation, mais dont le chiffre d'affaires annuel atteint ou excède 75.000 francs, ainsi que les établissements de crédits, les taxes seront par les commandants de cercle d'après les déclarations pour l'année écoulée faites par les assujettis avant le 31 janvier. Elles seront recouvrées dans les cercles par les administrateurs et à Lomé par le proposé du trésor après visa des états par l'ordonnateur-délégué.

ART. 8. — Le défaut de déclaration donne lieu à taxation d'office et entraîne l'application d'une pénalité égale à la double taxe.

ART. 9. — Toute déclaration inexacte donne lieu à taxation d'office et entraîne l'application d'une pénalité égale au triple des droits compromis ou fraudés.

ART. 10. — Les contestations auxquelles pourra donner lieu l'application du présent arrêté seront jugées par le conseil du contentieux.

ART. 11. — Les taux de la taxe sur le chiffre d'affaires et de la taxe compensatrice sont fixés par arrêtés du Commissaire de la République pris en conseil d'administration.

ART. 12. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 juillet 1935.

BOURGINE.

Approuvé par télégramme n° 101 du 5 septembre 1935 de M. le Ministre des colonies.

Taux de la taxe sur le chiffre d'affaires et de la taxe compensatrice

ARRETE N° 337 fixant les taux de la taxe sur le chiffre d'affaires et de la taxe compensatrice perçus dans le territoire du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 336 du 23 juillet 1935 déterminant les règles de perception de la taxe sur le chiffre d'affaires et de la taxe compensatrice;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux de la taxe sur le chiffre d'affaires institués par arrêté n° 336 du 23 juillet 1935 sont fixés ainsi qu'il suit :

1° — Patentés exportateurs : 4% du chiffre des exportations;

2° — Patentés importateurs : 5% du chiffre des importations;

3° — Patentés non importateurs, ni exportateurs : 5% du chiffre d'affaires;

4° — Etablissements de crédit : 1% sur le montant des commissions, remises, salaires, intérêts, escomptes, agios et autres produits définitivement acquis.

ART. 2. — Le taux de la taxe à l'exportation sera réduit de 50% pour tous les produits oléagineux pendant la durée de l'application de la loi du 6 août 1933 et pour le cacao.

ART. 3. — Ne sont pas assujettis au paiement de la taxe sur le chiffre d'affaires :

A l'importation :

1° — Les emballages, prélaris, sacs, fûts importés pleins et destinés à l'exportation des produits du pays, les machines agricoles et pièces de rechange (y compris le matériel nécessaire à l'élevage) et tous articles, instruments et machines ayant pour objet de transformer industriellement les produits du cru;

2° — Les produits ou marchandises retournées au fournisseur pour malfaçon;

3° — Les marchandises qui, à l'arrivée, sont placées sous le régime du transit, de l'entrepôt, du crédit ou du dépôt en douane, pour être réexportées dans une colonie;

A l'exportation :

1° — Les produits et marchandises ayant payé la taxe à l'entrée;

2° — Les produits du crû exportés par la voie terrestre au Dahomey et à la Gold-Coast par des particuliers ou petits commerçants dits « revendeurs »;

3° — Les produits du crû ci-après : maïs, manioc brut ou desséché, farine de manioc, tapioca;

4° — Les produits du crû vendus pour la consommation à la mer.

ART. 4. — En outre des exemptions prévues pour

la taxe sur le chiffre d'affaires, ne sont pas assujettis à la taxe compensatrice :

1° — Les fournitures importées par le gouvernement au titre des prestations en nature en vue de l'exécution de travaux d'intérêt général;

2° — Les objets destinés à l'exercice du culte.

ART. 5. — Le taux de la taxe compensatrice est fixé à 5% de la valeur des articles imposables.

ART. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 juillet 1935.

BOURGINE.

Approuvé par télégramme 101 du 5 septembre 1935 de M. le Ministre des colonies.

Rôles

Par arrêté du :

22 août 1935. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs et supplémentaires afférents à l'exercice 1935 dont le détail suit et qui s'élèvent à la somme totale de : cent quarante cinq mille neuf cent soixante et onze francs seize centimes (145.971,16).

N ^{os} DES ROLES	CERCLES	NATURE DE L'IMPOT	PRINCIPAL	Centimes additionnels		TOTAL
				Budget Local	Commune Mixte	
253	Lomé (C. M.)	Impôt personnel et taxe additionnelle R. S.	7.020 00	—	221,00	7.241,00
253bis	Lomé (Subdiv.)	—	390,00	—	—	390,00
254	Klouto	R. P.	1.106 50	—	—	1.106,50
255	Atakpamé	R. S.	148,00	—	—	148,00
256	Tsévié (C. L.)	Impôt pers. indigène R. S.	70,00	—	—	70,00
257	—	—	1.540,00	—	—	1.540,00
258	Sokodé (Sub. Bas.)	—	1.603,00	—	—	1.603,00
259	Lomé (C. M.)	Impôt population flot. R. S.	150,00	—	15,00	165,00
260	Lomé (Subdiv.)	—	100,00	—	—	100,00
261	Lomé (Sub. Tsévié)	—	700,00	—	—	700,00
262	Sokodé (Sub. Bas.)	—	1.160,00	—	—	1.160,00
263	Lomé (C. M.)	Rachat prest. europ. R. S.	960,00	—	—	960,00
264	—	—	180,00	—	—	180,00
265	Atakpamé	—	60,00	—	—	60,00
266	Lomé (Sub. Tsévié)	Rachat prest. indigène R. S.	2.646,00	—	—	2.646,00
267	Sokodé (Sub. Bas.)	—	1.248,00	—	—	1.248,00
268	Klouto	Impôt foncier R. P.	1.515,90	—	—	1.515,90
269	—	—	2.966,65	—	—	2.966,65
270	Lomé (C. M.)	Patentes R. S.	13.640,00	4.774,00	1.364,00	19.778,00
271	—	—	9.377,50	3.282,12	937,75	13.597,37
272	Lomé (Sub. Lomé)	—	6.265,00	2.192,75	—	8.457,75
273	Lomé (Sub. Tsévié)	—	1.965,00	687,74	—	2.652,74
274	Atakpamé	—	3.105,00	1.086,75	—	4.191,75
275	Sokodé (Sub. Bas.)	—	950,00	332,50	—	1.282,50
276	Lomé (C. M.)	Licences R. S.	11.250,00	5.625,00	1.125,00	18.000,00
277	—	—	350,00	175,00	35,00	560,00
278	Lomé (Subdiv.)	—	300,00	150,00	—	450,00
279	Lomé (C. M.)	Droits permis de port d'armes R. S.	240,00	—	24,00	264,00
280	—	—	100,00	—	10,00	110,00
281	—	—	40,00	—	4,00	44,00
282	—	—	9.200,00	—	—	9.200,00
283	Lomé (Sub. Tsévié)	—	24.740,00	—	—	24.740,00
284	Atakpamé	—	180,00	—	—	180,00
285	—	—	540,00	—	—	540,00
286	Sokodé (Sub. Bas.)	—	80,00	—	—	80,00
		à reporter	105.886,55	18.305,86	3.735,75	127.928,16

N ^{os} DES ROLES	CERCLES	NATURE DE L'IMPOT	PRINCIPAL	Centimes additionnels		TOTAL
				Budget Local	Commune Mixte	
		report	105.886.55	18.305.86.	3.735 75	127.928.16
287	Lomé (C. M.)	Véhicules R. S.	2.215.00	664,50	221,50	3.101.00
288	Lomé (Subdiv.)	—	2.100.60	630.00	—	2.730.00
289	Lomé (C. M.)	—	3.520.00	1.056,00	352,00	4.928,00
290	Lomé (Sub. Tsévié)	—	1.860.00	558,00	—	2.418,00
291	Atakpamé	—	800.00	240,00	—	1.040,00
292	Sokodé (Sub. Bas.)	—	140.00	42,00	—	182,00
293	Lomé (C. M.)	Taxe d'hygiène R. S.	1.190.00	—	—	1.190,00
294	Lomé (Subdiv.)	—	210.00	—	—	210,00
295	Klouto	Taxe d'hygiène R. P.	70.00	—	—	70,00
296	Atakpamé	Taxe d'hygiène R. S.	70.00	—	—	70,00
297	Lomé (Sub. Tsévié)	Assistance médic. ind. R. S.	35.00	—	—	35,00
298	—	—	924.00	—	—	924,00
299	Sokodé (Sub. Pas.)	—	1.145.00	—	—	1.145,00
		TOTAUX	120.165.55	21.496,36	4.309,25	145.971,16

La date de mise en recouvrement est fixée au 1^{er} septembre 1935.

Organisation d'une pharmacie d'approvisionnement

ARRETE N^o 384 modifiant l'arrêté n^o 212 du 12 avril 1927, portant organisation d'une pharmacie d'approvisionnement.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n^o 212 du 12 avril 1927 portant organisation d'une pharmacie d'approvisionnement;

Vu le décret du 6 septembre 1933 portant suppression du budget annexe de la santé publique et de l'assistance médicale indigène;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 de l'arrêté du 12 avril 1927 susvisé est modifié comme suit :

Art. 2. — « La gestion de la pharmacie d'approvisionnement est assurée par le pharmacien de l'hôpital de Lomé sous le contrôle du médecin chef de l'hôpital de Lomé agissant en qualité de délégué du médecin chef de service, ordonnateur en matières ».

Le reste de l'article sans changement.

ART. 2. — Les articles 15, 16, 17 de l'arrêté du 12 avril 1927, sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

TITRE V

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Art. 15. — Aux entrées correspondent les mandats qui sont tous effectués au chapitre XIII, article 15, paragraphe 1, du budget local « magasin d'approvisionnement du service de santé ».

Art. 16. — Les sorties effectuées au profit de la pharmacie de détail, des dispensaires ou de tout autre service donnent lieu à l'émission d'un ordre de recette au chapitre IV, article 7, paragraphe 2, « recettes de la pharmacie d'approvisionnement ».

La contre-valeur de cet ordre de recette, en ce qui concerne les médicaments, pansements et matériel technique destinés au service de santé, est imputée au

chapitre XIII, article 1, paragraphe 2, « achat de médicaments, pansements etc. . . ».

Pour les autres services elle est imputée aux rubriques appropriées.

Art. 17. — La reprise de la valeur du solde en magasin est faite après inventaire dressé le 31 décembre de chaque année, cette reprise donne lieu à l'établissement d'un mandat au titre du nouvel exercice au chapitre XIII, article 15, paragraphe 1, et d'un ordre de recette en atténuation au chapitre IV, article 7, paragraphe 2, au profit du budget de l'année expirée.

ART. 3. — L'ordonnateur en matières, adressera au bureau des finances deux copies des ordres d'entrée et trois copies des ordres de sortie.

ART. 4. — Les opérations de l'exercice en cours continueront à être comptabilisées suivant la procédure prévue au budget de l'exercice 1935. Les dispositions du présent arrêté auront leur effet à compter du 1^{er} janvier 1936.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 22 août 1935.

BOURGINE.

Réorganisation des circonscriptions administratives

ARRETE N^o 395 portant réorganisation des circonscriptions administratives du territoire du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934, portant réduction des dépenses administratives du territoire du Togo;

Vu la dépêche ministérielle n^o 23 du 29 juin 1935;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, est réorganisé en trois

circonscriptions administratives dénommées et composées ainsi qu'il suit :

1^o — *Cercle du sud*. — Chef-lieu : Lomé constitué par :

- a) L'actuel cercle de Lomé;
- b) L'actuel cercle d'Anécho;
- c) Le canton de l'Agotimé actuellement compris dans le cercle de Klouto.

2^o — *Cercle du centre*. — Chef-lieu : Atakpamé constitué par :

- a) L'actuel cercle d'Atakpamé;
- b) L'actuel cercle de Klouto diminué du canton de l'Agotimé.

3^o — *Cercle du nord*. — Chef-lieu : Sokodé constitué par :

- a) L'actuel cercle de Sokodé;
- b) L'actuel cercle de Sansanné-Mango.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet à compter du 1^{er} octobre 1935, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 4 septembre 1935.

BOURGINE.

Constitution du cercle du sud

ARRETE N° 396 portant constitution du cercle du sud.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934, portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté n° 395 du 4 septembre 1935 réorganisant les circonscriptions administratives du territoire du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le cercle du sud, tel qu'il est défini par l'arrêté n° 395 du 4 septembre 1935 comprend :

- 1^o — La subdivision de Lomé;
- 2^o — La subdivision de Tsévié;
- 3^o — La subdivision d'Anécho.

ART. 2. — La subdivision de Lomé est composée :

- a) Du territoire de la commune mixte de Lomé;
- b) Des cantons de Baguida, Bè, Agouévé, Aflao, Aképé, Noépé, dans leurs limites actuelles.

ART. 3. — La subdivision de Tsévié est composée du territoire de l'ancien cercle de Lomé, diminué des cantons et territoire de la subdivision de Lomé, tels qu'ils sont énumérés à l'article 2 et augmenté du canton de l'Agotimé détaché de l'ancien cercle de Klouto.

ART. 4. — La subdivision d'Anécho est composée des cantons et villages de l'ancienne circonscription du même nom.

ART. 5. — Le présent arrêté qui abroge toutes dispositions contraires et qui aura son effet à compter du 1^{er} octobre 1935 sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 4 septembre 1935.

BOURGINE.

Constitution du cercle du centre

ARRETE N° 397 portant constitution du cercle du centre.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 395 du 4 septembre 1935, réorganisant les circonscriptions administratives du territoire du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le cercle du centre, tel qu'il est défini par l'arrêté n° 395 du 4 septembre 1935 comprend :

- 1^o — La subdivision d'Atakpamé;
- 2^o — La subdivision de Palimé.

ART. 2. — La subdivision d'Atakpamé est composée du territoire de l'ancien cercle d'Atakpamé, diminué du canton de l'Akposso-Ouest.

ART. 3. — La subdivision de Palimé est composée du territoire de l'ancien cercle de Klouto diminué du canton de l'Agotimé et augmenté du canton de l'Akposso-Ouest.

ART. 4. — Le présent arrêté qui abroge toutes dispositions contraires et qui aura son effet à compter du 1^{er} octobre 1935 sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 4 septembre 1935.

BOURGINE.

Constitution du cercle du nord

ARRETE N° 398 portant constitution du cercle du nord.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934, portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté n° 395 du 4 septembre 1935, réorganisant les circonscriptions administratives du territoire du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le cercle du nord, tel qu'il est défini par l'arrêté n° 395 du 4 septembre 1935 comprend :

- 1^o — La subdivision de Sokodé;
- 2^o — La subdivision de Bassari;
- 3^o — La subdivision de Lama-Kara;
- 4^o — La subdivision de Mango.

ART. 2. — La subdivision de Sokodé est composée des cantons et villages de l'ancienne subdivision du même nom.

ART. 3. — La subdivision de Bassari est composée des cantons et villages de l'ancienne subdivision du même nom.

ART. 4. — La subdivision de Lama-Kara est composée des cantons et villages de l'ancienne subdivision du même nom.

ART. 5. — La subdivision de Mango est composée des cantons et villages de l'ancienne circonscription du même nom.

ART. 6. — Le présent arrêté qui abroge toutes dispositions contraires et qui aura son effet à compter du 1^{er} octobre 1935, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 4 septembre 1935.

BOURGINE.

Caisse d'épargne

DECISION N° 349 ouvrant les bureaux de Lomé, Anécho, Palimé et Atakpamé au service de la caisse d'épargne.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République du Togo;

Vu le décret du 22 juillet 1920 portant création d'une Caisse d'épargne en Afrique occidentale française;

Vu ensemble la lettre 1116/s. E. 8 du 29 juin 1935 et le télégramme officiel n° 56 du 5 septembre 1935 du gouverneur général de l'Afrique occidentale française;

Sur la proposition du chef du service des postes, télégraphes et téléphones;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} octobre 1935 les bureaux de poste de Lomé, Anécho, Palimé et Atakpamé seront ouverts au service de la caisse d'épargne.

ART. 2. — Le chef du service des postes est chargé en ce qui le concerne l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 10 septembre 1935.

BOURGINE.

NOMINATIONS, MUTATIONS ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

PERSONNEL EUROPÉEN

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Affectations

Par décisions des :

29 août 1935. — Les fonctionnaires attendus à Lomé le 4 septembre 1935 sur s/s *Kerguelen*, reçoivent les affectations suivantes :

M. PEYROTTE, receveur de 1^{re} classe de l'enregistrement, retour de congé, reprend ses fonctions de receveur de l'enregistrement, des domaines et du timbre, de conservateur et de la propriété foncière et de curateur aux successions et biens vacants, confiées à titre intérimaire à M. NATIVEL, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies.

M. CERVEAUX, sous-chef de gare de 5^e classe du cadre des chemins de fer du Togo, retour de congé, est mis à la disposition du chef du service des travaux publics du chemin de fer et du wharf.

4 septembre 1935. — M. LAUGIER, ingénieur-adjoint de 3^e classe des travaux publics, adjoint au chef du service des travaux publics du chemin de fer et du wharf, pour assurer le fonctionnement du service des travaux publics, des services rattachés et du service topographique, remplira cumulativement avec ces fonctions celles d'adjoint au chef du service des travaux publics du chemin de fer et du wharf, pour assurer le fonctionnement du service des chemins de fer et du wharf, en remplacement de M. MAHOX, ingénieur-adjoint de 1^{re} classe, titulaire d'un congé administratif.

Congé

Par décision du :

4 septembre 1935. — Un congé administratif de 6 mois pour en jouir, à Saint Jean de Monts (Vendée), est accordé à M. MAHOX, ingénieur-adjoint de 1^{re} classe du cadre général des travaux publics des colonies qui compte 24 mois et 4 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, en 1^{re} classe, 2^e catégorie, lui est en outre délivré sur le paquebot *Kerguelen* attendu à Lomé vers le 17 septembre 1935.

PERSONNEL INDIGÈNE

Engagement

Par décision du :

20 août 1935. — Est engagé en qualité de moniteur auxiliaire pour servir dans l'enseignement privé : NOUTSOGAN KOAMI Ruben (mission protestante évangélique).

Il sera alloué à l'intéressé un salaire de 6 frs, 66 par journée de classe, et de 3 frs, 33 pour les jeudis, dimanche et vacances scolaires.

Titularisations

Par arrêtés des :

26 août 1935. — L'inspecteur de police stagiaire 2^e échelon BRUCE Cuthbert COMLAN, est titularisé inspecteur auxiliaire de 8^e classe à compter du 10 août 1935, date d'expiration de son stage.

29 août 1935. — L'inspecteur auxiliaire stagiaire de police TCHACOROM Honoré MANI, est titularisé en qualité d'inspecteur auxiliaire de 8^e classe à compter du 10 août 1935, date d'expiration de son stage.

L'inspecteur auxiliaire de police de 5^e classe stagiaire ACAPOSSA Cosme dit DECKON, est titularisé en qualité d'inspecteur auxiliaire de police de 5^e classe, à compter du 10 août 1935, date d'expiration de son stage.

4 septembre 1935. — L'inspecteur auxiliaire stagiaire de police Adoré Norbert Jacob est titularisé en qualité d'inspecteur auxiliaire de 8^e classe à compter du 10 août 1935, date d'expiration de son stage.

Affectation

Par décision du :

29 août 1935. — L'instituteur-adjoint de 2^e classe AKOUÉRI Paulin, en service à Lomé est mis à la disposition du chef du service de l'enseignement du Togo, pour servir à Porto-Novo.

Congés

Par décisions des :

28 août 1935. — Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 1^{er} au 30 septembre 1935 inclus, à l'ouvrier de 8^e classe en service au chemin de fer (traction), MENSAN Sylvestre, pour en jouir à Palimé.

30 jours, du 20 septembre au 19 octobre 1935 inclus, à l'ouvrier de 7^e classe AFANCHAO Benthon, en service au chemin de fer (traction), pour en jouir à Palimé.

30 jours, du 1^{er} au 30 septembre 1935 inclus, au planton de 9^e classe ASSOGBA Michel, en service aux travaux publics pour en jouir à Batonou (Anécho).

30 jours, du 1^{er} au 30 septembre 1935 inclus, au mécanicien-conducteur principal de 3^e classe TÈVI LATÈVI, en service au garage central, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 1^{er} au 30 septembre 1935 inclus, à l'ouvrier de 8^e classe HAZOUMÉ ADJAI, en service au chemin de fer (traction), pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 1^{er} au 30 septembre 1935 inclus, à l'ouvrier de 6^e classe KOUÉVI KPOVI, en service au chemin de fer (bâtiments), pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 16 septembre au 15 octobre 1935 inclus, au facteur-enregistreur de 3^e classe Cypriano D'ALMEIDA, en service au chemin de fer (exploitation), pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 1^{er} au 30 octobre 1935 inclus, au commis d'administration de 4^e classe MENSAN Moïse, en service au bureau du matériel, pour en jouir au Territoire.

31 août 1935. — Un congé de 30 jours avec traitement du 10 septembre au 9 octobre 1935 inclus, est accordé au commis d'administration de 6^e classe ADJEVI Symphorien, en service au bureau des finances, pour en jouir au Dahomey et au Togo.

4 septembre 1935. — Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 16 septembre au 15 octobre 1935 inclus, au commis d'administration de 6^e classe JOHN O. HUNDT, en service au chemin de fer, pour en jouir à Anécho.

30 jours, du 11 septembre au 10 octobre 1935 inclus, au planton de 9^e classe GAOUSSOU SOUMANOU, en service aux domaines, pour en jouir au Territoire.

Sanction

Par décision du :

2 septembre 1935. — Une punition de 10 jours de suspension de solde est infligée au commis d'administration de 7^e classe COSME AGBAGLO, en service au cercle de Lomé, pour négligence dans son service.

FORCES DE POLICE

Par arrêté du :

2 septembre 1935. — Sont agréés à compter du 1^{er} septembre 1935 :

Comme 2^e classe stagiaire catégorie A. :

GADO, ex-1^{re} classe de tirailleurs sénégalais.

Comme stagiaire catégorie A. :

TASSOU, ex-2^e classe de tirailleurs sénégalais.

SOUNA, ayant « déjà servi dans une formation régulière ».

Comme stagiaire catégorie B. :

TATRA,
TELOU,
BABA SISSOKO.

1^{re} — Compagnie de milice :

Rengagement

Par décisions des :

19 août 1935. — Est rengagé pour un an à compter du 14 septembre 1935, le milicien de 1^{re} classe DABLA, N^o Mle M/267/B. T. de la 4^e section de milice Anécho.

Mutations

Sont admis à passer dans la garde indigène et rayés des contrôles de la compagnie de milice pour compter du 1^{er} septembre 1935, les miliciens dont les noms suivent :

IBARE LARBITE, stagiaire catégorie A., N^o Mle M/426/A. S. de la P. C. Lomé.

GNASSOUNOU, stagiaire catégorie A., N^o Mle M/430/A. D. de la P. C. Lomé.

BOUKARI BAMBOUKA, stagiaire catégorie B., N^o Mle M/370/B. T. de la P. C. Lomé.

HOUNCONOU Henri, stagiaire catégorie B., N^o Mle M/436/B. T. de la P. C. Lomé.

2^e — Garde indigène :

Rengagement

Est rengagé pour un an à compter du 1^{er} août 1935, le garde de 2^e classe NAGOU LAMBONI, N^o Mle 924, du détachement de police Lomé.

Permissions

a) — Une permission de 30 jours, à compter du 1^{er} août 1935, avec solde de présence, délais de route non compris et avec la gratuité du transport (aller et retour) pour eux et leur famille, est accordée à chacun des gardes dont les noms suivent :

ALASSANE II, garde de 1^{re} classe, N^o Mle 693, du peloton de Mango, pour en jouir à Bafilo (cercle de Sokodé).

GNAMAN, garde de 2^e classe, N^o Mle 696, du peloton de Mango, pour en jouir à Dèfalé (cercle de Sokodé).

b) — Les permissions suivantes avec solde de présence, délais de route non compris et sans la gratuité du transport, sont accordées :

30 jours, au garde de 1^{re} classe N'DABESSO, N^o Mle 963, du peloton de Mango, pour en jouir à Mango (valable à compter du 1^{er} août 1935).

30 jours, au garde de 2^e classe BAOUA MOUSSA SABA, N^o Mle 876, du peloton de Mango, pour en jouir à Bafilo — Cercle de Sokodé (valable à compter du 1^{er} août 1935).

30 jours, au garde de 2^e classe GOMA, N^o Mle 996, du peloton d'Atakpamé, pour en jouir à Ténégua — Cercle de Sokodé (valable à compter du 16 août 1935).

30 jours, au garde de 2^e classe AHIKPOR Jean, N^o Mle 934, de la police et sûreté, pour en jouir à Lomé (valable à compter du 1^{er} septembre 1935).

15 jours, au garde de 2^e classe YADA DÉFALÉ, N^o Mle 753, du peloton de Sokodé, pour en jouir à Lama-Kara — Cercle de Sokodé (valable à compter du 15 août 1935).

Mutations

a) — Sont admis dans la garde indigène, comme gardes de 2^e classe, à compter du 1^{er} septembre 1935, conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté n° 467 du 15 août 1933, les ex-miliciens dont les noms suivent :

IBARE LARBITE, N° Mle 1045, ex-stagiaire catégorie A., de la P. C. Lomé.

GNASSOUNOU, N° Mle 1046, ex-stagiaire catégorie A., de la P. C. Lomé.

BOUKARI BAMBOUAKA, N° Mle 1047, ex-stagiaire catégorie B., de la P. C. Lomé.

HOUNCONOU Henri, N° Mle 1048, ex-stagiaire catégorie B., de la P. C. Lomé.

b) — Sont affectés à compter du 1^{er} septembre 1935 :

au peloton d'Anécho :

HOUNCONOU Henri, garde de 2^e classe N° Mle 1048, ex-stagiaire catégorie B., de la P. C. Lomé.

au peloton de Klouto :

HOUYAGA, garde de 2^e classe N° Mle 1043, du peloton de dépôt (Lomé).

au peloton de Mango :

BOUKARI BAMBOUAKA, garde de 2^e classe N° Mle 1047, ex-stagiaire catégorie B., de la P. C. Lomé.

au peloton de dépôt (Lomé) :

IBARE LARBITE, garde de 2^e classe N° Mle 1045, ex-stagiaire catégorie A., de la P. C. Lomé.

GNASSOUNOU, garde de 2^e classe N° Mle 1046, ex-stagiaire catégorie A., de la P. C. Lomé.

*1^{re} — Compagnie de milice :***Permission**

Par décision du :

30 août 1935. — Une permission de 15 jours à compter du 1^{er} septembre 1935, avec solde de présence, délais de non route compris et avec la gratuité du transport, est accordée au milicien de 1^{re} classe MAHINOU, N° Mle M/325/A.D. de la 4^e section de milice Anécho, pour en jouir à Locossa, canton Athiémé, (Dahomey).

*2^e — Garde indigène :***Permissions**

a) — Une permission de 30 jours à compter du 1^{er} septembre 1935 avec solde de présence, délais de route non compris et avec la gratuité du transport aller et retour pour lui et sa famille (1 femme - 3 enfants) est accordée au brigadier de 2^e classe SIBITI, N° Mle 900, du peloton de Lomé, pour en jouir à Sokodé (Togo).

b) — Une permission de 15 jours à compter du 1^{er} septembre 1935 avec solde de présence, délais de route non compris et sans la gratuité du transport, est accordée au garde de 1^{re} classe KOUASSI QUENUM, N° Mle 724, du détachement de police Lomé, pour en jouir à Ouidah (Dahomey).

Mutations

Sont affectés à compter du 1^{er} septembre 1935 :

au peloton de Lomé :

ALETCHAOU, brigadier-chef 2^e classe N° Mle 227, du détachement police Lomé.

au détachement police Lomé :

KEDESSEM, brigadier-chef 2^e classe N° Mle 404, du peloton de Lomé.

Par décision du :

2 septembre 1935. — Sont désignés comme gardes forestiers à compter du 1^{er} septembre 1935, les gardes dont les noms suivent :

CEMOI, garde de 1^{re} classe, N° Mle 909, du peloton de Lomé.

NANA, garde de 1^{re} classe, N° Mle 801, du peloton de Lomé.

ALI TAGBA, garde de 2^e classe, N° Mle 745, du peloton de Lomé.

RABO DIATÉMA, garde de 2^e classe, N° Mle 809, du peloton de Lomé.

ABINATA, garde 1^{re} classe, N° Mle 354, du peloton d'Atakpamé.

AÏTONGNON, garde de 2^e classe, N° Mle 1024, du peloton d'Atakpamé.

Ces gardes reçoivent les affectations suivantes, pour le règlement de leur solde, à compter du 1^{er} septembre 1935 :

au peloton de Klouto :

CEMOI, garde 1^{re} de classe, N° Mle 909.

ALI TAGBA, garde 2^e classe, N° Mle 725.

au peloton d'Atakpamé :

NANA, garde 1^{re} classe, N° Mle 801.

ABINATA, garde 1^{re} classe, N° Mle 354.

RABO DIATÉMA, garde 2^e classe, N° Mle 809.

AÏTONGNON, garde 2^e classe, N° Mle 1024.

Mise en route effectuée dès réception de cette décision par les soins des commandants de peloton.

Insigne distinctif :

Ces gardes forestiers porteront au bras gauche un brassard avec un cor de chasse en laine rouge.

Effectif des pelotons :

En conséquence :

l'effectif du peloton de Lomé sera réduit à 40.

l'effectif du peloton de Klouto sera porté à 27 dont 2 forestiers.

l'effectif du peloton d'Atakpamé sera porté à 44 dont 4 forestiers.

ALLOCATIONS

Par décisions des :

27 août 1935. — Sont accordées à compter du 1^{er} janvier 1935 et dans les conditions fixées par l'arrêté du 26 novembre 1934 des allocations aux jeunes métis désignés ci-après :

Cercle de Klouto — (Internat des Sœurs de Palimé) :
MARIE Alice Ama, (8 ans) 1 fr. 50 par jour
AKOSSIWA Louise, (9 ans) 1 fr. 50 par jour
JEANNETTE Akoua, (4 ans) 1 fr. par jour.
M^{me} BREHIE, en religion, mère Eugénie, est désignée pour percevoir le montant de ces allocations.

29 août 1935. — Il est accordé à M. AKAKPO André, étudiant en médecine à Paris, une allocation provisoire de cinq cents francs par mois pour la période courante du 1^{er} octobre au 31 décembre 1935.

CAMPAGNE DU MAIS

Par arrêté du :

30 août 1935. — La date d'ouverture de la seconde campagne d'achat du maïs de l'année 1935 est fixée au 1^{er} septembre 1935.

COMMISSIONS

Par décisions des :

24 août 1935. — Une commission composée comme suit :

M.M. MOAL, administrateur-adjoint de 1^{re} classe *Président*

RIBEIL, adjoint des services civils, }
FLOURIOR, sergent d'infanterie colo- } *Membres*
niale, }

BLAZV, sergent d'infanterie coloniale. *Comptable*
se réunira le 26 août 1935, à 8 h. 30, au magasin des forces de police, pour procéder à la réforme de matériel divers en compte aux forces de police.

5 septembre 1935. — Une commission composée de :
M.M. GUEZIEC, vérificateur, chef du service des douanes *Président*

DROUOU, contrôleur, chef du bureau }
de Lomé, } *Membres*
CHAUTARD, adjoint des services civils, }

se réunira le 14 octobre 1935, à Lomé, pour surveiller dans les conditions fixées à l'article 6 de l'arrêté du directeur général des douanes en date du 13 novembre 1926, les épreuves de l'examen d'aptitude au service des bureaux que M. BARRERE, brigadier des douanes a été autorisé à subir.

HALTE

(ouverture d'une)

Par décision du :

28 août 1935. — Est ouverte à l'exploitation à titre d'essai une halte située au P. K. 6.650 de la ligne d'Anécho, (croisement route circulaire et voie ferrée).

MESURES SANITAIRES

Par arrêté du :

27 août 1935. — Aucun cas nouveau de fièvre jaune n'ayant été signalé de Cape Coast (Gold Coast) depuis le 6 août 1935, l'arrêté n° 356 est abrogé à la date du 26 août 1935.

PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Par décisions des :

20 août 1935. — Est complétée comme suit la liste N° 2 des produits pharmaceutiques dont la vente est autorisée dans les dépôts prévus à l'article 3 de l'arrêté du 15 novembre 1928 :

« *Gbogbonse Ointment* »

27 août 1935. — Est complétée comme suit la liste N° 2 des produits pharmaceutiques dont la vente est autorisée dans les dépôts prévus à l'article 3 de l'arrêté du 15 novembre 1928 :

« *Mentholated Petrom* »

29 août 1935. — La Société anonyme G. B. OLLIVANT est autorisée à tenir dans les conditions fixées par l'arrêté du 15 novembre 1928 un dépôt de produits pharmaceutiques (liste N° 1) dans la boutique qu'elle possède à Lomé (rue d'Amoutivé), actuellement gérée

par le nommé Albert John MENSAN et dans celle qu'elle possède à Noépé, actuellement gérée par le nommé Akanyi GABA.

Est révoquée l'autorisation qui avait été précédemment accordée à cette société par l'arrêté du 5 décembre 1934 au profit de son gérant Akanyi GABA.

Est révoquée l'autorisation accordée au nommé Herman NDANU FINI par l'arrêté N° 504 du 12 septembre 1933.

RAPPORT A LA S. D. N.

Par décision du :

5 septembre 1935. — Le prix de cession du rapport présenté par le gouvernement français au conseil de la société des nations sur l'administration sous mandat du territoire du Togo pour l'année 1934, est fixé à trente francs cinquante centimes.

DOMAINES**Vente aux enchères publiques**

Aux dates ci-après indiquées à quinze heures, en face des bureaux de l'ancien cercle de Lomé, il sera procédé à la vente aux enchères publiques, au plus offrant et dernier enchérisseur, des divers véhicules ci-après désignés :

I. — 28 SEPTEMBRE 1935

- 1^o Voiture Citroën - Torpedo - 10 CV. T.T. 597 — 1.500 fr.
- 2^o Voiture Citroën - Torpedo - 10 CV. T.T. 16 — 1.000 fr.
- 3^o Voiture Citroën - Torpedo - 10 CV. T.T. 595 — 2.000 fr.
- 4^o Voiture Citroën - Torpedo - 14 CV. T.T. 5 — 2.500 fr.
- 5^o Voiture Citroën Cond. int. 15 CV. T.T. 100 — 3.000 fr.
- 6^o Voiture Renault - Torpedo - 6 CV. T.T. 603 — 1.000 fr.
- 7^o Voiture Renault - Torpedo - 6 CV. T.T. 604 — 2.000 fr.

II. — 19 OCTOBRE 1935

- 1^o Cam. Citroën - 1000 kg. - 10 CV. T.T. 176 — 2.500 fr.
- 2^o Cam. Citroën - 500 kg. - 10 CV. T.T. 596 — 1.000 fr.
- 3^o Cam. Delaunay - 800 kg. - 11 CV. T.T. 91 — 2.000 fr.
- 4^o Camion Latil - 1.500 kg. - 14 CV. T.T. 598 — 1.500 fr.
- 5^o Camion Latil - 1.500 kg. - 14 CV. T.T. 601 — 1.500 fr.
- 6^o Camion Latil - 2.000 kg. - 14 CV. T.T. 60 — 1.500 fr.
- 7^o Camion Latil - 1.500 kg. - 14 CV. T.T. 599 — 1.000 fr.
- 8^o Chassis Cam. Citer. Latil - 14 CV. T.T. 155 — 1.000 fr.

III. — 9 NOVEMBRE 1935

- 1^o Tracteur Latil - 14 CV. T.T. 158 — 1.000 francs
- 2^o Tracteur Latil - 14 CV. T.T. 160 — 1.000 francs
- 3^o Tracteur Latil - 14 CV. T.T. 159 — 1.000 francs
- 4^o Tracteur Latil - 14 CV. T.T. 157 — 1.000 francs

Les divers véhicules qui se trouvent au garage central, à Lomé, pourront être examinés par les acheteurs éventuels, tous les après-midis de 15 heures à 17 heures à partir du 1^{er} septembre 1935.

Les véhicules ne pourront être essayés que le jour de la vente.

Il sera perçu 5 % en sus du prix principal.

Le prix principal et le pourcentage en sus devront être payés, à la caisse du receveur des domaines à Lomé avant la livraison et au plus tard le lendemain de la vente, sauf dispositions contraires qui seront, le cas échéant, annoncées avant la séance.

A Lomé, le 14 août 1935.

Le receveur des domaines,
NATIVEL.

**ÉTAT des mouvements de la Navigation des Ports de Lomé et d'Anécho
pendant le mois d'Août 1935**

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	D A T E S		TONNAGE NOMINAL	EQUIPAGE	T O N N A G E	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
191-Dupleix Dunkerque-Kribi	Français	1. 8. 35	1. 8. 35	4.427	42	44.240	—
192-EImpark Rangoon-Opobo	Anglais	1. 8. 35	1. 8. 35	3.120	32	159.269	—
193-New Columbia Philadelphie-Douala	—do—	2. 8. 35	2. 8. 35	4.044	49	242.236	—
194-Tombouctou Marseille-Pte. Noire	Français	3. 8. 35	3. 8. 35	3.262	44	247.379	—
195-Godfrey Holt Rotterdam-Warri	Anglais	4. 8. 35	4. 8. 35	2.180	40	36.829	—
196-Wm. Wilberforce Opobo-Liverpool	—do—	5. 8. 35	5. 8. 35	2.165	38	—	56.719
197-Farndale Hambourg-Burutu	—do—	5. 8. 35	5. 8. 35	2.582	34	153.828	—
198-Bodnant Douala-Londres	—do—	7. 8. 35	7. 8. 35	3.230	38	—	51.850
199-Brazza Pte. Noire-Bordeaux	Français	7. 8. 35	7. 8. 35	6.086	136	—	27.084
200-St. Octave Douala-Anvers	—do—	8. 8. 35	8. 8. 35	3.169	36	7.283	122.691
201-Touareg Marseille-Douala	—do—	9. 8. 35	9. 8. 35	3.123	73	41.246	—
202-Alfred Jones Liverpool-Kribi	Anglais	9. 8. 35	9. 8. 35	2.155	38	24.719	—
203-Dupleix Kribi-Le Havre	Français	11. 8. 35	11. 8. 35	4.427	42	—	168.637
204-Savoia Trieste-Durban	Italien	11. 8. 35	11. 8. 35	3.417	43	36.960	—
205-Mary Slessor Londres-Kribi	Anglais	12. 8. 35	12. 8. 35	2.163	38	13.361	—
206-Amérique Bordeaux-Pte. Noire	Français	14. 8. 35	14. 8. 35	4.867	142	0.617	1.526
207-Touareg Douala-Marseille	—do—	17. 8. 35	17. 8. 35	3.123	73	1.915	370.510
208-Amstelkerk Hambourg-Douala	Hollandais	19. 8. 35	19. 8. 35	2.453	67	52.326	—
209-Isonzo Durban-Trieste	Italien	20. 8. 35	20. 8. 35	3.428	42	—	147.398
210-Lafian Opobo-Liverpool	Anglais	20. 8. 35	21. 8. 35	2.270	36	—	908.894
211-Ft. Archambault Dunkerque-Douala	Français	21. 8. 35	21. 8. 35	3.288	38	56.646	25.463
212-Ashlea Burutu-Hambourg	Anglais	22. 8. 35	24. 8. 35	2.532	34	—	842.243
213-Deido Kribi-Liverpool	—do—	23. 8. 35	24. 8. 35	2.122	38	—	493.205
214-Muirton Pte. Noire-Marseille	Français	26. 8. 35	26. 8. 35	3.112	44	—	156.943
215-Amérique Pte. Noire-Bordeaux	—do—	28. 8. 35	28. 8. 35	4.867	142	—	39.254
216-Hoggar Marseille-Douala	—do—	30. 8. 35	30. 8. 35	3.109	72	81.527	0.080

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	D A T E S		TONNAGE NOMINAL	ÉQUIPAGE	T O N N A G E	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ

PORT D'ANÉCHO

9-Ashlea Burutu-Hambourg	Anglais	20. 8. 35	22. 8. 35	2.532	34	—	451.189
------------------------------------	---------	-----------	-----------	-------	----	---	---------

Lomé, le 31 Août 1935.

Le Chef du Bureau Principal des Douanes de Lomé,

DROUOT

BULLETIN MÉTÉOROLOGIQUE

JUILLET 1935

Climatologie ⁽¹⁾

DATES	LOMÉ			NUATJA			ATAKPAMÉ			PALIMÉ			MISAHOÉ			SOKODÉ			ALÉDJO			PAGOUDA			MANGO		
	(2) Pres.	(3) Temp	(4) Hygr.	(5) Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.
1	13,3	25,4	83	98,1		75	75,2	21,0		81,5	25,0		66,7		84	68,0	21,4	84	26,7	21,4	89	65,7	25,6	73	99,0	21,9	77
2	14,1	25,9	85	99,6	25,5	82	78,5	23,1	81	80,3	21,5	87	67,6	24,5	85	68,7	20,8	77	27,2	23,4	84	66,5	25,0	82	99,0	27,8	83
3	14,7	25,6	84	99,3	26,2	77	75,7	20,2	73		23,2	77	67,3		79	69,1	20,8	78	28,4	22,9	80	67,6	24,0	81	99,3	25,5	79
4	14,0	25,8	81	99,2	27,2	78	70,0	25,5	74	88,0	24,7	80	66,6	23,0	79	68,6	23,9	83	27,7	23,1	93	67,0	26,0	87	99,7	26,7	79
5	13,1	26,3	85	97,4	27,7	80	73,8	25,1	80	86,8	25,4	78	68,7	24,9	84	67,5	21,4	80	27,3	23,5	86	65,6	27,0	82	98,0	27,9	64
6	12,8	26,7	83	97,4	28,1	80	73,7	23,7	83		27,4	85	66,5	24,0	89	66,9	21,4	76	26,4	22,7	86	65,2	25,4	71	97,4	26,0	72
7	14,3	25,4	90	99,8	26,5			24,0		88,2	25,0	84	66,8	23,2	87	68,0	22,0	80	27,2	22,7	91	66,0	27,3	73	99,1	28,3	67
8	15,3	25,5	84	99,5	25,8	76	76,5	21,3	78		26,2	82	67,4		85	69,3	23,1	84	28,3	21,9		67,1	25,7	80	99,2	26,2	74
9	15,8	26,0	90	91,9	22,5	92	76,1	21,7	80		26,6	96	69,1	21,3	93	69,7	20,0	88	28,5	19,2	97	67,6	23,8	88	99,8	23,1	90
10	16,1	24,3	84	91,5	21,1	86	75,8	23,2	78	89,0	23,2	86	69,0	21,2	88	69,0	23,8	86	28,7	19,6	96	68,0	23,0	88	99,8	25,0	82
11	16,1	24,5	92	92,1	21,9	86	76,2	23,6	80	89,9	24,6	86	68,8		83	69,3	24,8	82	28,8	21,3	99	67,9		76	91,2	27,1	71
12	14,5	25,2	86	99,0	26,0	79	75,3	24,3	80		26,2	89	67,5		80	68,2	24,1	78	27,9	22,6	86	66,3	26,7	71	99,4	28,3	63
13	13,7	25,4	85	99,3	27,7	83	75,9	24,7	87	87,3	26,2	85	66,1		82	67,1	21,3	80	26,8	23,1	86	65,9	27,0	67	98,5	28,1	68
14	14,0	24,0	92	99,0	21,6	95		25,1	81	88,3	26,4	90	66,7	23,9	92	67,4	24,2	81	25,9	23,1	91	65,2	26,3	80	98,5	28,0	77
15	13,7	25,1	89	99,3	25,8	89	74,5	23,9	85		26,0	85				68,0	23,1		27,2	21,5	94	65,7	25,5	80	99,6	27,0	75
16	13,9	25,6	83	99,8	26,4	82	74,0	24,3	83	88,1	25,5	79	66,7	21,5	82	68,4	21,6	95	25,7	20,4	90	66,5	23,9	90	99,3	27,1	73
17	14,6	25,1	87	91,5		83	73,1	25,5	81	88,0	25,4	79	67,4	24,1	81	68,8	23,4	87	28,3	21,8	89	67,0	26,2	78	98,6	27,5	60
18	13,8	25,3	87	99,8	25,7	82	74,7	24,2	81	87,0	24,1	86	66,7	24,2	83	67,8	24,5	84	27,7	23,2	85	65,5	26,9	73	98,4	28,4	66
19	13,3	25,6	86	99,0	25,8	80	73,8	23,5	80	87,5	24,5	90	66,1	23,2	93	67,5	21,0	89	26,5	20,6	90	65,6	23,7	79	99,4	23,4	79
20	14,1	25,0	84	99,2	25,2	83	73,3	24,7	74	88,2	25,7	79	67,1	23,4	84	68,8	22,1	89	27,5	21,3	93	66,1	24,9	79	98,9	26,7	75
21	14,0	25,0	83	98,0	25,9	86	73,7	25,1	81	87,9	25,1	85	67,1		81	68,1	23,1	84	27,6	22,2		65,5		72	97,7	27,4	66
22	13,2	23,1	83	98,5	26,0	86	74,1	23,6	81		25,0	81	65,8	23,8	81	66,9	22,8	79	26,5	21,1	92	65,0	25,8	76	98,2	27,8	72
23	13,0	25,3	87	98,3	25,6	87	74,1	23,2	87		25,4	81	65,6		83	67,2	23,7	85	25,9	21,2	90	64,8	26,2	86	98,0	26,5	72
24	14,5	21,9	92	99,7	25,6	77	75,4	23,5	86	86,2	25,1	85	67,0	23,9	89	68,7	22,9	94	27,7	21,8	94	67,0	24,4	98	99,9	27,1	79
25		24,4	89	99,8	25,3	84	74,6	24,5	86	88,1	25,7	85	66,6	21,0	84	67,9	23,3		28,4	23,6	81	66,2	25,7	71	99,5	26,5	76
26		23,5	83	99,6	25,9	85	73,5	24,7	83	87,3	25,6	84	65,8	24,1	86	67,0	22,6	88	28,4	23,6	91	65,1	26,5	84	98,7	28,2	81
27	14,5	21,8	92	99,2	25,9	84	74,1	24,5	88	88,4	25,8	88	67,3	23,8	88	68,3	22,0	93	28,5	21,2	95	66,3	24,8	86	97,5	26,5	80
28	15,8	21,5	86	91,9	26,6			25,0	76	89,7	25,1	76	69,1	24,2	79	70,3	24,5	89	28,1	22,2	89	67,8	26,0	76	91,0	26,9	79
29	14,6	25,1	87	91,2	25,3	85	73,6	23,8			24,4	79				69,2	23,4	91		22,5	94	66,8	25,9	89	99,5	28,7	
30	13,2	25,3	87	99,1	26,5	86	74,4	23,5	84	87,0	24,8	87			86	67,3	23,2	90		22,3	88	65,1	25,1		99,3	28,4	82
31	14,2	25,9	88	99,7	26,6	84	73,4	24,7	85	87,9	25,9	83	67,2	23,8	86	68,3	22,8	81	27,6	21,8	96	66,2	23,1	85	99,5	28,3	69
Moy.	14,2	25,3	87	99,9	25,9	84	74,7	24,4	82	88,2	25,4	84	67,0	23,9	85	68,3	23,5	84	27,6	22,0	90	66,2	25,5	80	99,2	26,9	74

(1) Facteurs moyens

(2) En millibars et corrigé à 0° : 1.000 +

(3) En millibars et corrigé à 0° : 900 +

(3) En degrés centigrades

(4) En %

Pluviométrie (6)

DATES	LOMÉ	TSÉVIÉ	ANÉCHO	PALIMÉ	MISAHOE	NUATJA	ATAKPAMÉ	KLABÉ	YÉGUÉ	SOKODÉ	BASSARI	ALEDJO	PAGOUDA	MANGO	DAPANGO
1		0,9						16,9				28,3			
2	15,3	9,1	G	6,0	23,0	14,0						G		2,2	
3					8,0									61,3	8,9
4			G	G			43,8	50,0			2,1	45,1		2,0	
5	2,4		1,8	15,0					3,2	10,0	16,5	4,8		20,2	
6						1,0	3,7	24,5	10,6			21,2		1,9	
7	2,3	25,5	6,6		15,0	5,3	6,3	12,0	1,2		14,6	3,5			17,1
8		11,0			43,0		1,9		10,3	18,7	18,3		8,0	1,0	
9	16,6			53,0		39,0	26,2	26,1			4,0	55,6	10,0	71,3	16,7
10	G									87,5		1,6	12,5	0,6	8,3
11												G			
12				5,0	3,0			G				6,4			
13		20,0		26,0		60,2	1,5		10,5	6,2		26,1			6,7
14	4,8	3,7			35,0		9,3			20,0	G	3,4	26,1	37,6	
15	8,5	4,5	5,3	5,0	5,0	27,0	1,9	G	1,5			39,4	20,5	0,6	24,9
16					45,0		6,9	G		16,0	4,0	16,1	40,8	4,1	52,1
17					16,5			G	10,3			11,2			2,2
18	G					0,5	1,3	14,3	10,5	15,0		1,3			
19			1,7	2,5	8,0		28,1	35,0	20,2		18,0	6,6	16,3	21,3	13,8
20					6,0	3,0			3,5	8,7		1,9			2,1
21						6,0	6,2		25,3	20,0	2,0	1,4			
22				G			8,8							3,6	26,8
23	0,8	22,3		23,0			4,8	12,5		20,6		9,3		5,8	
24	1,7		1,7								17,0	1,3	21,2	5,1	1,9
25	G					67,5		G			9,0			15,0	
26				37,0				G		12,5		24,5	44,0	40,0	4,7
27	0,8			10,0	24,0	7,0		6,2	12,8	50,0	3,0	5,1		0,1	
28												23,0		0,6	2,1
29	G				53,0	1,0	12,5	40,2	30,3	12,5	10,0	6,7	19,0		18,2
30		8,0	G	G			2,5	G		7,5	3,2	5,7	2,8	1,2	
31		4,0								10,0	10,0	39,3			
TOTAL	53,2	109,0	17,1	182,5	284,5	231,5	165,7	237,7	150,2	315,2	131,7	388,8	221,2	289,7	212,3

(6) Hauteur d'eau tombée en millimètres.

G: Gouttes.

AVIS AUX NAVIGATEURS

N° 89. — Les navigateurs sont informés qu'un cône a coulé au nord de l'embouchure de la Casamance et constitue un danger pour la navigation.

La position de l'épave est :

L = 12° 40' N

G = 17° 00' W

N° 90. — Les navigateurs fréquentant la rivière Saloum sont informés que la bouée n° 1 balisant la passe de Sangomar a disparu. Cette bouée sera remplacée incessamment.

Sénégal — Chaussées des Almadies

N° 91. — 6 août 1935. — Instructions n° 356 page 256. Phare n° 241 série C page 332.

Nom et situation : Le feu fixe blanc de la tourelle circulaire à anneaux blancs et noirs de la chaussée des Almadies, est masqué dans le secteur compris entre 298° et 304°, par le vapeur norvégien « Beryl », échoué le 6 août 1935 à 0,1 mille dans le 300° de ce feu.

N° 92. — Les navigateurs qui pourraient escaler dans la rade de Cape Coast sont avisés que le s/s *Wolf from* a perdu son ancre de sabord et 20 brasses de chaîne le 15 juillet 1935 dans la position suivante :

Position de l'ancre 321 au droit du phare 9 encablures dans environ 27 pieds d'eau à base mer.

RECTIFICATIF au journal officiel du Togo du 1^{er} septembre 1935 page 408.

INDEMNITÉ

Au lieu de Société de prévoyance de Lomé
Lire Société agricole de Lomé.

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'Administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »

CONSEIL DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF DU DAHOMEY ET DU TOGO

Audience du 29 août 1935

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le conseil du contentieux administratif;

Vu les décrets des 5 août et 7 décembre 1881, complétés par celui du 4 décembre 1920;

Vu le décret du 23 novembre 1934, supprimant le conseil du contentieux administratif du Togo et étendant la compétence de celui du Dahomey aux affaires du territoire du Togo;

Vu la requête en date du 29 août 1935 du sieur DE SAGAREFF tendant à demander l'annulation de la décision qui l'a licencié, et tendant à obtenir des dommages intérêts du fait de ce licenciement;

Vu les pièces du dossier;

Où le conseiller rapporteur en son exposé; l'intéressé absent n'ayant pas été entendu dans ses explications orales,

Où le Commissaire du gouvernement en ses conclusions.

DÉCIDE :

Attendu que M. DE SAGAREFF, directeur contractuel de la station agricole de Nuatja, fut licencié pour incapacité professionnelle par arrêté de M. le Commissaire de la République au Togo, en date du 2 avril 1929, notifié aussitôt par télégramme;

Qu'il demande au conseil du contentieux administratif, par requête arrivée le 29 avril 1935 :

1° — Annuler la décision de M. le Commissaire du Togo en date du 21 décembre 1934;

2° — Condamner le territoire du Togo à verser au requérant à titre d'indemnité pour brusque et injustifiée rupture du contrat notifié le 2 avril 1928, la somme de 6.000 francs et aux intérêts de cette somme, à dater du 2 avril 1929.

3° — Condamner le territoire du Togo aux entiers dépens.

Considérant que l'annulation d'un acte de la puissance publique échappe à la compétence du conseil, que d'autre part la reconnaissance de l'irrégularité d'une décision de l'autorité publique en vue d'obtenir des dommages-intérêts, doit être demandée dans le délai de trois mois, non observé par M. DE SAGAREFF.

Attendu que la lettre du 12 novembre 1934 écrite par le requérant est postérieure à l'expiration des délais de recours impartis par le décret du 5 août 1881, et que, par suite, elle n'a eu aucun effet interruptif des délais.

Attendu que la lettre en date du 21 décembre 1934 de M. le Commissaire de la République du Togo ne constitue pas une décision nouvelle mais une simple continuation de la décision du 2 août 1929.

PAR CES MOTIFS

Déclare M. DE SAGAREFF forclos et ses demandes irrecevables,

Le condamne aux dépens.

Ainsi décidé et prononcé publiquement le vingt-neuf août mil neuf cent trente cinq en la salle d'audience du tribunal de 1^{re} instance de Cotonou où siégeaient :

M. M. DESANTI, secrétaire général	<i>Président</i>
LEVY, chef p. i. du service des travaux publics,	} <i>Membres</i>
PEQUIER, intendant militaire,	
PIÉTRI, procureur de la République,	
DE GENTILE, inspecteur des affaires administratives.	

M. NOTTET, occupant le siège du commissaire de gouvernement et M. DESORTES celui de secrétaire-archiviste.

Et ont signé :

Le Président

DESANTI

Le Rapporteur

PIÉTRI

Le Secrétaire-Archiviste

DESORTES

La République mande et ordonne au Commissaire de la République en ce qui le concerne, à tous huissiers à ce requis, en ce qui concerne les voies de droit commun entre les parties, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

CAISSE D'ÉPARGNE

A partir du 1^{er} octobre 1935 les bureaux de postes de LOMÉ, ANÉCHO, ATAKPAMÉ, PALIMÉ, seront ouverts au service de la caisse d'épargne.

Pour tous renseignements complémentaires s'adresser aux receveurs des établissements précités.

Porto-Novo, le 7 septembre 1935.

*Le chef du service
des postes et télégraphes*
LAPART

BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Siège Social : 38 Rue La Bruyère — Paris

Messieurs les actionnaires de la BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire, pour le jeudi 21 Novembre 1935, dans une des salles de la Société des Ingénieurs Civils 19 rue Blanche à PARIS (9^e), pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1^o — Rapport du Conseil d'Administration sur les opérations de l'exercice 1934-35.
- 2^o — Approbation des comptes de l'exercice 1934-35.
- 3^o — Election ou réélection d'Administrateurs.
- 4^o — Quitus à donner à la succession d'un Administrateur décédé.

L'Assemblée Générale Ordinaire se tiendra à 15 heures.

Le Président du Conseil d'Administration :

A. DUGHÈNE.

ASSURANCE

Le public est informé que suivant procuration en date du 2 Mai 1935, dont un original a été déposé au rang des minutes du Notariat de Lomé (Togo) suivant acte au rapport de M^r H. PATRAULT, Notaire à Lomé, en date du 1^{er} Août 1935, enregistré, la société « THE NORTHERN ASSURANCE COMPANY LIMITED » de Londres, a constitué pour la représenter dans le Territoire du Togo, la société THE UNITED AFRICA COMPANY LIMITED.

PASSEZ VOTRE

Plan d'Immatriculation

et

Plan de Construction

chez

ALFRED C. AYITEY

GÉOMÈTRE ET DESSINATEUR PATENTÉ

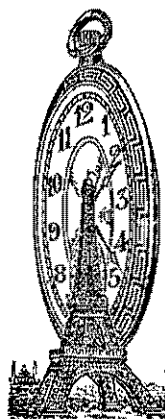
Avenue des Alliées

LOMÉ

COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

"A la Tour Eiffel"

JOYEROT & JACOT



Catalogue général d'Horlogerie
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé
gratuit et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires.

Facilités de paiement

Représentants sont demandés.

23, rue Gambetta — BESANÇON — France

ENTREPRISES

E. BOUQUEREAU & C^{ie}

Boîte Postale 106



DAKAR